

Bulletin d'histoire politique

Denis Monière, Les relations France-Québec, Pérégrinations d'un intellectuel Québécois en France 2001-2004, Collection « Histoire politique », Chaire Hector-Fabre d'histoire du Québec, UQAM, 2004, 261 p.

Jean Décary



Volume 14, numéro 1, automne 2005

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1055110ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1055110ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Bulletin d'histoire politique

Lux Éditeur

ISSN

1201-0421 (imprimé)

1929-7653 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Décary, J. (2005). Compte rendu de [Denis Monière, Les relations France-Québec, Pérégrinations d'un intellectuel Québécois en France 2001-2004, Collection « Histoire politique », Chaire Hector-Fabre d'histoire du Québec, UQAM, 2004, 261 p.] *Bulletin d'histoire politique*, 14(1), 317–320.
<https://doi.org/10.7202/1055110ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 2005

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

Denis Monière, *Les relations France-Québec, Pérégrinations d'un intellectuel Québécois en France 2001-2004*, Collection « Histoire politique », Chaire Hector-Fabre d'histoire du Québec, UQAM, 2004, 261 p.

JEAN DÉCARY

*Chercheur associé, Chaire Hector-Fabre d'histoire du Québec
Université du Québec à Montréal*

Le journal est un genre littéraire généralement peu prisé chez les universitaires. Il est d'ordinaire la chasse-gardée des hommes politiques et autres illustres personnalités publiques. L'originalité du présent ouvrage rompt donc avec cette convention sans réel fondement. Pour cette audace qui incitera peut-être d'autres professeurs œuvrant temporairement dans l'administration publique à emboîter le pas, le lecteur pardonnera d'emblée à l'auteur ses petits excès d'orgueil occasionnels. Car il faut bien l'admettre, si le journal est un procédé peu usuel qui ouvre au lecteur des portes généralement fermées et permet l'exploration de facettes plus personnelles, il est plutôt rare que l'auteur se donne le mauvais rôle et pratique l'auto-flagellation. On sent bien au fil du récit que l'ouvrage a été conçu à l'origine comme un futur projet d'édition, ce qui provoque inconsciemment une certaine forme d'autocensure dans l'écriture.

Pourquoi parler d'une possible retenue dans un livre qui de par son titre n'évoque aucune réelle matière à accrochage? Parce que Denis Monière profite de son séjour à Paris comme secrétaire-général du Centre de coopération interuniversitaire franco-québécoise (CCIFQ) pour, entre autres, discuter sur les réalités politiques, culturelles et administratives des gouvernements québécois et français. Cette organisation, créée en 1984, a comme mission de promouvoir la coopération universitaire. Et comme à peu près toutes les initiatives qui découlent du rapprochement franco-québécois issu de la Révolution tranquille, elle est imprégnée d'un fort vernis politique. Ainsi il n'est pas fortuit de constater que les dernières personnes à avoir tenu les rênes du CCIFQ sous un gouvernement péquiste sont des internationalistes et des indépendantistes notoires. On n'a qu'à penser à Roch Denis, aujourd'hui recteur de l'UQAM, qui a en quelque sorte insufflé la création du programme

de mobilité du ministère de l'Éducation du Québec et à Anne Légaré, professeure de science politique et militante affichée, qui a tour à tour œuvré aux États-Unis et en France dans l'administration publique québécoise. Dans ce contexte, il n'est pas non plus surprenant d'apprendre que l'auteur, qui n'a jamais caché ses orientations idéologiques, sera forcé de céder sa place peu de temps après l'arrivée des libéraux de Jean Charest.

Ce sont donc aux « pérégrinations d'un intellectuel Québécois en France » que nous convie Denis Monière au fil de son journal tenu entre 2001 à 2004. L'auteur n'est pas à son premier séjour dans l'Hexagone. Doctorant, il a séjourné dans les années 1970 à la Fondation nationale des Sciences politiques. Plus près dans le temps, en 2000-2001, il a été le premier titulaire de la Chaire d'études canadiennes à Paris III, créée par le gouvernement fédéral. Son plus récent périple en France est parsemé de petites haltes empreintes de réflexions sur son travail, mais aussi sur les nombreux thèmes qui lui sont chers, comme la souveraineté du Québec et l'avenir de la langue française. C'est peut-être davantage lorsqu'il aborde ces thèmes que l'on perçoit chez l'auteur cet enthousiasme palpable qui favorise une argumentation plus déliée.

L'auteur s'inscrit en faux contre l'anglicisation grimpanche à laquelle même la France, berceau de la langue et haut lieu de l'Académie française, semble être frappée de plein fouet. Il cite à l'appui quelques tristes exemples de dérapages linguistiques. Dans un combat, qui ressemble de plus en plus à celui de David contre Goliath, « Monière » a fait de la langue de « Molière » son cheval de bataille dans sa lutte pour la communication scientifique en français. Dans son plaidoyer « Qui ose encore parler français? », il écrit avec résignation au sujet du Congrès mondial de science politique : « Les deux principales communautés de politologues de langue française, soit la France et le Québec, ont abdiqué et ont choisi l'anglais comme langue de communication. Ceux qui ont le plus contribué à la présence du français furent les Africains [...] »¹.

La question nationale occupe une place centrale dans le quotidien du professeur de science politique de l'Université de Montréal. Elle est en quelque sorte en amont de l'ensemble de ses réflexions, qu'il traite de coopération inter universitaire, de francophonie ou de diversité culturelle. Monière reprend notamment quelques-uns des thèmes qu'il avait développés dans son plus récent ouvrage *Pour comprendre le nationalisme au Québec et ailleurs* (2002)². Selon sa dialectique, la mondialisation ne rend pas caduque la souveraineté, sauf qu'il est conscient que celle-ci doit se réaliser dans un cadre et un contexte fort différents. Selon lui, les regroupements économiques en de grands ensembles vont rendre l'urgence de la souveraineté encore plus criante pour les peuples qui en sont privés car ces derniers n'auront alors pas de porte-voix. « La mondialisation des économies rend la souveraineté indispensable pour une autre raison, car l'uniformisation des économies représente une menace à la diversité culturelle et seuls les États souverains peuvent servir de contrepoids et résister à cette tendance », écrit-il³.

La condition des intellectuels est aussi un des sujets de prédilection de l'ex-secrétaire général du CCIFQ. Par comparaison à la France, l'auteur déplore la place infime qu'accorde la société québécoise aux intellectuels. « C'est la France qui, depuis Voltaire, donne le plus d'importance à ses intellectuels qui sont mis sur un piédestal

et qui servent de concepteurs idéologiques à tous les camps, de droite comme de gauche»⁴. Mis à part quelques railleries sur la désuétude du système administratif français, sur le piteux état de quelques universités françaises et sur la propension des Français à parfois faire de l'esbroufe, on sent bien que l'auteur est attaché à la France, mais plus encore, au calibre de ses débats intellectuels. De retour d'une conférence à l'Université d'été des souverainistes français, il écrira : « Depuis que je fréquente le mouvement souverainiste québécois, je n'ai jamais assisté chez nous à des débats d'une telle envergure intellectuelle. Même sur le plan de la doctrine et de la réflexion nous sommes victimes de notre statut de peuple subordonné »⁵. Plus loin, après avoir assisté à une cérémonie soulignant la signature d'une entente de coopération entre l'Université Paris IV et l'Université Laval, que le président de l'université avait qualifié de « Sorbonne des neiges », l'auteur écrira : « Les Français ont le génie de la parole, la qualité littéraire de simples discours de circonstances est impressionnante. C'est brillant, intelligent, érudit, subtil et amusant »⁶.

Au terme de la lecture, l'auteur apparaît comme un pur francophile qui éprouve une évidente amertume face à l'américanisation grandissante des cultures. On sent bien cet attachement au fait français dans ses épisodiques portraits des disparités entre le Québec et la France. D'où sans doute cette idée de « rattachisme » universel à la France pour les francophones minoritaires qu'il lance, un peu déprimé, des résultats de l'état des luttes pour les droits du français⁷. Monière ne manque notamment pas de condamner la couverture médiatique « radio-canadienne », calquée, selon lui, sur le modèle américain, contrairement à une vision française plus critique de l'actualité internationale⁸. Œuvrant en périphérie du sinueux triangle Québec-Ottawa-Paris, il ponctue à l'occasion son journal des dorénavant traditionnelles petites remarques sur la soi-disant ombrageuse présence canadienne. Le lecteur en quête de ragots sur la vie dans les coulisses de l'arène politico-administrative en restera néanmoins sur sa faim. Si on apprend que l'auteur est à tu et à toi avec le premier ministre de l'époque, Bernard Landry, bien peu d'informations de cette nature ne transpirent en bout de ligne du dévoilement de son *rolodex* parisien. Ce n'était, à l'évidence, pas le but de l'exercice même si, sans tomber dans la familiarité excessive, un peu moins de rectitude dans l'écriture aurait peut-être aidé à pimenter davantage le récit.

Aux nombreux sujets qui sont abordés dans ce journal, tantôt en dilettante tantôt de façon plus soutenue, viennent s'ajouter quelques reproductions de ses échanges épistolaires éclairants avec des collègues français. Monière s'interroge notamment sur l'avenir des langues et sur la situation politique en Corse. Le sujet est très à propos, mais il aurait été souhaitable d'obtenir la transcription des réponses des correspondants afin de reproduire fidèlement le dialogue. Dans un autre registre, il est intéressant d'apprendre au fil du récit comment son idée de création d'une journée du livre politique a, bon an mal an, fait son chemin jusqu'à son acceptation finale par l'Assemblée nationale du Québec.

À défaut de lire l'ouvrage en entier, le lecteur qui a ciblé des thèmes précis aura cependant de la difficulté à repérer aisément l'information recherchée en raison de la structure même du journal. Ceci ne devrait toutefois pas rebuter le lecteur averti qui s'intéresse de près aux relations France-Québec, dans leur sens le plus large, et qui, au gré de ces « pérégrinations françaises », trouvera sans doute matière à réflexion.

NOTES ET RÉFÉRENCES

1. p. 246-247.
2. Voir Louis Cornellier, « Le nationalisme expliqué à tous », *Le Devoir*, 16 mars 2002.
3. p. 155.
4. p. 26.
5. p. 40.
6. p. 106.
7. p. 119.
8. p. 104.